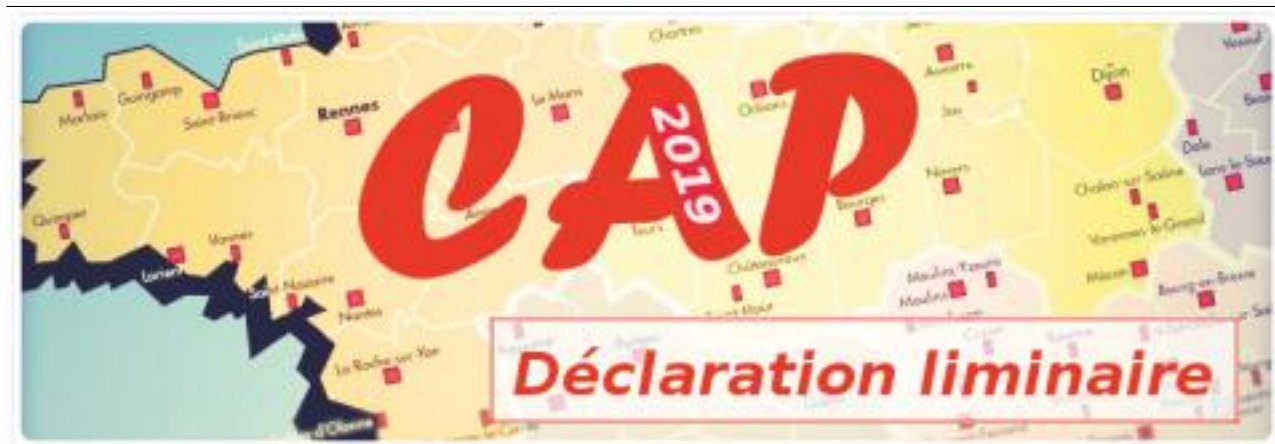




Quelle administration les stagiaires affectés lors de cette CAP vont-ils découvrir ou retrouver ?

Le quotidien à la DGFIP devient plus anxiogène chaque jour et conduit certains collègues à des actes désespérés. La destruction de la DGFIP est « en marche ». Et n'en déplaise à Gérald Darmanin, ses agents s'y opposent massivement en cette période où la mobilisation ne faiblit pas sur tout le territoire. Les quelques reculs partiels sur le « nouveau réseau de proximité » n'y changent rien et les manoeuvres et l'attitude méprisante du directeur général ne font qu'attiser la colère des collègues. Et que dire des propos tenus par le chef de l'État sur les services de contrôle ?

La CGT réitère sa revendication de retrait immédiat du plan Darmanin. Elle refuse de participer à une concertation biaisée et exige l'ouverture de véritables négociations sur la base des revendications des personnels : rémunération, conditions de travail, exercice des missions.

La prétendue « transformation » de la fonction publique est une remise en cause totale de la conception française de la fonction publique de carrière. Les inspecteurs stagiaires de cette promotion seront ils les derniers spécimens d'un « vieux monde » ringard où les agents publics sont recrutés, formés et affectés dans un cadre réglementaire, avec des droits et des garanties, des instances et des représentants pour en contrôler l'application ?

Ils devront cohabiter dans une administration bicéphale avec des contractuels recrutés via Pôle emploi ou l'APEC. Mais peut-être ces derniers se montreront ils moins enclins à « mettre des douilles » sans discernement, et plus dociles quand il s'agira d'effacer les ardoises des amis ou des cousins...

Pour en venir plus précisément aux travaux de cette CAP, la CGT dénonce cette année encore ce simulacre de mouvement de 1ère affectation.

Ces nouvelles règles sont néfastes pour les agents, nous l'avons déjà signalé à plusieurs reprises. Elles suscitent une grande incompréhension parmi les stagiaires dont beaucoup nous ont fait part de leurs inquiétudes. Bon nombre d'entre eux savent avant même le mouvement qu'ils ne pourront pas rentrer chez eux pour cause de direction fermée. Certains envisagent même de renoncer en cas d'affectation trop lointaine.

La CGT reste sur sa position : les stagiaires doivent être reclassés en tenant compte de leur parcours professionnel, affectés dans un mouvement unique avec les titulaires et départagés selon la règle de l'ancienneté administrative. Nous tenons à réaffirmer le droit, pour TOUS les agents, de pouvoir bénéficier de l'affectation la plus fine possible. La CGT condamne aussi, une fois encore, la mise en place de délais de séjour.

Ce mouvement, bien que de première affectation, n'est pas hors sol et n'échappe pas au cadre réglementaire de la DGFIP et plus globalement de la fonction publique. Quand un agent bénéficie d'une priorité absolue, il doit être affecté sur le département demandé, en fonction du lien familial,

médical ou contextuel propre à sa situation, et ceci sans considération de la situation des effectifs ou des besoins !

Vous mettez en avant un fort taux de satisfaction . Alors que, d'une part, votre comparaison avec le mouvement de l'année dernière est incongrue, puisque les modalités en étaient différentes. Et que, d'autre part, pour un inspecteur stagiaire, obtenir le sixième voeu de sa demande d'affectation, dans le cadre d'un mouvement au département dont le cinquième est inaccessible, conduit rarement à être satisfait , et avoir le dixième est souvent une véritable galère!

../..

Enfin, la CGT tient à manifester solennellement son opposition et sa colère face à la suppression programmée des CAP. La première réunion sur les décrets d'application de la loi de transformation de la fonction publique a eu lieu le 19 septembre dernier. Plutôt que de transformation, il faudrait parler d'atomisation et, à cet égard, cette réunion a montré la volonté du gouvernement d'aller vite et fort vers le démantèlement de la fonction publique. Ce recul historique nous ramène plus de 150 ans en arrière. Nous savons la volonté politique sans faille d'éradiquer ce qui constituait pour nous une manifestation de progrès social et un élément fondateur du pacte social entre l'État et ses fonctionnaires. Nous ne pourrions pas siéger sereinement aujourd'hui en sachant que c'est la dernière CAP nationale d'affectation.

fichiers:



[Télécharger dl_capn_a_is_2019_22_10_19.pdf](#) (652.33 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des CAP Nationales](#)

Public: [CAP A](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
